

12 juillet 1978 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

INTERVIEW DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING ACCORDEE AU JOURNAL LE MONDE DU 12 JUILLET 1978 SUR LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET LA CONSTRUCTION EUROPEENNE AVANT LE SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISES DE BONN

JOURNALISTE.- LES DIRIGEANTS DES SEPT PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES VONT SE RETROUVER A BONN. QU'ATTENDEZ-VOUS DE CETTE RENCONTRE ? LE PRESIDENT.- ELLE A POUR OBJET, COMME VOUS LE SAVEZ, DE PROCEDER A UNE ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET DE DEFINIR UNE ACTION CONCERTEE VISANT A ACCROITRE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET A AMELIORER L'EMPLOI. CONSTATONS D'ABORD QUE LA CRISE DURE DEPUIS QUATRE ANS, MAIS QUE CE N'EST PAS UNE CRISE UNIFORME & ELLE S'EST ACCOMPAGNEE D'UN CERTAIN NOMBRE DE TRANSFORMATIONS QUI FONT QUE LE MONDE EN CRISE DE 1978 N'EST PAS TOUT A FAIT LE MONDE EN CRISE DE 1974. JE CITERAI DEUX EXEMPLES : LA CRISE ACTUELLE, A LA DIFFERENCE DE CELLE DES ANNEES 1930, A ETE MARQUEE PAR UNE PERIODE DE CROISSANCE, MAIS DE CROISSANCE VARIABLE SUIVANT LES PAYS CONCERNES. AU-COURS DES TROIS ANNEES 1975 - 1976 - 1977, LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE DU JAPON A PROGRESSE EN VOLUME DE 14,4 % `STATISTIQUES` ET CELLE DES ETATS-UNIS DE 9,5 %. LES CHIFFRES SONT DE 9,1 % POUR LA FRANCE, DE 5,7 % POUR L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA`, DE 4,1 % POUR L'ITALIE ET DE 1,2 % POUR LE ROYAUME-UNI `GRANDE-BRETAGNE`. LA CRISE S'ACCOMPAGNE DONC D'UNE MODIFICATION DES RAPPORTS OU DES STRUCTURES. DEUXIEME EXEMPLE : ALORS QU'ON ESPERAIT QUE LE CHOMAGE SE RESORBERAIT AVEC UNE CERTAINE RAPIDITE, ON S'APERCOIT QUE, DANS LA TOTALITE DES PAYS D'EUROPE, LES CHIFFRES DE 1978 SERONT PLUS MAUVAIS QUE CEUX DE 1975. EN REVANCHE, LA SITUATION DE L'EMPLOI S'AMELIORE AUX ETATS-UNIS ET LE TAUX DE CHOMAGE EST RESTE TRES BAS AU JAPON. CONCLUONS QU'ON NE PEUT AVOIR UNE VISION UNIFORME DE LA CRISE ECONOMIQUE INTERNATIONALE : IL Y A UN PROBLEME EUROPEEN A COTE DES PROBLEMES AMERICAINS ET JAPONAIS

-\

JOURNALISTE.- IL Y A AUSSI UNE TRES GRANDE DIFFERENCE DANS LES TAUX D'INFLATION D'UN PAYS A L'AUTRE... LE PRESIDENT.- OUI, A CETTE NUANCE PRES QUE, AU-COURS DE CETTE PERIODE, LES ECARTS DE TAUX D'INFLATION ONT TENDU A SE REDUIRE & LES PLUS ELEVES NOTAMMENT CEUX DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'ITALIE AYANT DIMINUE. JOURNALISTE.- EN REVANCHE, ON S'ATTEND POUR LA FRANCE A UN TAUX D'INFLATION SUPERIEUR A CELUI DE L'ANNEE DERNIERE ALORS QUE CELUI DE LA REPUBLIQUE FEDERALE `RFA` NE SERA PAS SUPERIEUR. N'Y A-T-IL PAS LA FACTEUR DE DESEQUILIBRE RELATIVEMENT SERIEUX ? LE PRESIDENT.- PAS NECESSAIREMENT. MAIS CE QUE JE VEUX DIRE, ET JE M'ACCOMPAGNERAI POUR LE FAIRE D'UN DESSIN, C'EST QUE, POUR BIEN ANALYSER CE QUI DE PASSE DANS LE MONDE A L'HEURE ACTUELLE, IL FAUT VOIR QUE LES RELATIONS ECONOMIQUES SONT

NOMBREUSES ET COMPLEXES. IL FAUT DONC ANALYSER LES RELATIONS ENTRE LES DIVERS POLES D'ACTIVITE POUR VOIR COMMENT ON PEUT REVENIR A UNE SITUATION D'EQUILIBRE ET ELIMINER LES SITUATIONS DEFLATIONNISTES QUI FREINENT L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET L'EMPLOI

-\

JOURNALISTE.- MAIS QUELS SONT CES POLES `D'ACTIVITE ECONOMIQUE` ? LE PRESIDENT.- IL Y A D'ABORD QUATRE POLES INDUSTRIALISES, TOUS SITUES DANS LE NORD, L'AMERIQUE DU NORD, L'EUROPE DE L'OUEST, LE JAPON ET LES PAYS INDUSTRIALISES SOCIALISTES. JOURNALISTE.- C'EST LA QUADRILATERALE... LE PRESIDENT.- C'EST SI VOUS VOULEZ LA QUADRILATERALE. IL Y A DEUX POLES DANS LE SUD : D'UNE_PART LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT NON_PRODUCTEURS DE PETROLE ET D'AUTRE_PART CEUX QUI EN PRODUISENT. IL EXISTE ENFIN UN POLE A CHEVAL ENTRE LE NORD ET LE SUD : LES PAYS EN VOIE D'INDUSTRIALISATION, CATEGORIE DONT ON COMMENCE A TENIR_COMPTE, ET QUI COMPREND LE MEXIQUE, LE BRESIL, CERTAINS PAYS DE L'ASIE DU SUD-EST, ETC. LES RELATIONS ENTRE CES SEPT POLES PORTENT A LA FOIS SUR DES ECHANGES COMMERCIAUX, SUR LES PAIEMENTS COURANTS, SUR LES TRANSFERTS DE CAPITAUX OU D'AIDES £ ELLES IMPLIQUENT A LA FOIS DES SITUATIONS D'EQUILIBRE ET DES SITUATIONS DE TRES PROFOND DESEQUILIBRE. ON DOIT ENCORE TENIR POUR AINSI DIRE EN RESERVE UN HUITIEME POLE : LA CHINE, DU FAIT DE SES DIMENSIONS £ MAIS, COMME ACTUELLEMENT SES RELATIONS SONT SENSIBLEMENT EQUILIBREES AVEC LE RESTE DE L'ECONOMIE MONDIALE, ELLE NE SE PRESENTE PAS - AU REGARD DE NOTRE ANALYSE - COMME UN POLE PARTICULIER. IL NOUS FAUT DONC, EN RESUME, A BONN `SOMMET OCCIDENTAL`, ANALYSER CES DIFFERENTES SITUATIONS DE DESEQUILIBRE, ET VOIR COMMENT S'Y PRENDRE POUR LES CORRIGER

-\

JOURNALISTE.- PAR OU CROYEZ-VOUS NECESSAIRE DE COMMENCER ? LE PRESIDENT.- LAISSEZ-MOI VOUS DIRE D'ABORD QUE, DANS UNE SITUATION DE CE TYPE `DESEQUILIBRE ECONOMIQUE`, IL FAUT UNE ACTION DE TOUS. NOUS NE SOMMES PLUS A L'EPOQUE OU SEULS LES ETATS-UNIS ETAIENT EN MESURE D'AGIR. POUR REVENIR A VOTRE QUESTION, CE QUI IMPORTE AVANT TOUT, A MON AVIS, C'EST DE REDUIRE LE MONTANT DES IMPORTATIONS DE PETROLE DES ETATS-UNIS. EN 1973, AVANT LA HAUSSE, ILS IMPORTAIENT POUR 8 MILLIARDS `SOMME` DE DOLLARS DE COMBUSTIBLES, SOIT 161 MILLIONS DE TONNES DE PETROLE BRUT. CETTE ANNEE, ILS VONT IMPORTER POUR ENVIRON 40 MILLIARDS DE DOLLARS, CORRESPONDANT A 340 MILLIONS DE TONNES DE BRUT. ILS ONT DONC PLUS QUE DOUBLE LEURS ACHATS. ALORS QUE LA CEE A DIMINUE SES IMPORTATIONS. SI LE DEFICIT COMMERCIAL AMERICAIN S'EST BEAUCOUP CREUSE CES DERNIERS TEMPS, C'EST ESSENTIELLEMENT VIS-A-VIS DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE, ET CELA ENTRAINE LES CONSEQUENCES QUE VOUS SAVEZ

-\

JOURNALISTE.- Y A-T-IL UNE CHANCE, ETANT DONNE QUE LES AMERICAINS VONT VOTER EN NOVEMBRE, DE LE VOIR PARVENIR A UNE REDUCTION SUBSTANTIELLE DE LEURS IMPORTATIONS ? LE PRESIDENT.- NOUS N'AVONS PAS A NOUS OCCUPER DE LA POLITIQUE INTERIEURE AMERICAINE. IL NOUS FAUT POSER DES PROBLEMES EN TERMES PRECIS. A L'HEURE ACTUELLE, UNE REDUCTION SENSIBLE DES IMPORTATIONS DE PETROLE DES ETATS-UNIS CONDITIONNE LE REDRESSEMENT DE L'ECONOMIE MONDIALE. JOURNALISTE.- ON A L'IMPRESSION QUE M. CARTER EN EST TOUT A FAIT CONSCIENT, MAIS QU'IL N'ARRIVE PAS A FAIRE PREVALOIR SES VUES... LE PRESIDENT.- IL DISPOSE D'UN CERTAIN NOMBRE DE MOYENS £ SI CERTAINS LUI ONT ETE RETIRES PAR LE SENAT, IL EN A D'AUTRES. L'ENSENTIEL EST D'ABOUTIR A UNE ECONOMIE SIGNIFICATIVE SUR LA CONSOMMATION D'ENERGIE, ET DONC DE PETROLE, AUX ETATS-UNIS

\

-\

JOURNALISTE.- IMAGINEZ-VOUS UNE ACTION COMMUNE DES PAYS D'EUROPE ET DU JAPON PAR EXEMPLE SUR LES ETATS-UNIS POUR LES AMENER A CONSENTIR ? LE PRESIDENT.- S'IL N'Y A PAS D'ACTION DANS CE DOMAINE, TOUT CE QU'ON PEUT ENVISAGER RESTERA VAIN. JOURNALISTE.- A DEFAUT D'UNE ACTION CONCERTEE AVEC LES ETATS-UNIS, ENVISAGEZ-VOUS UNE ACTION CONCERTEE ENTRE LA CEE ET LE JAPON SANS LES ETATS-UNIS ? LE PRESIDENT.- NON. CE NE SERAIT PAS REALISTE. LE DEUXIEME EFFORT NECESSAIRE EST UNE REDUCTION DE L'EXCEDENT COMMERCIAL DU JAPON. IL N'EST PAS NORMAL QUE LA DEUXIEME ECONOMIE DES PAYS INDUSTRIALISES S'INSTALLE DANS UN EXCEDENT COMMERCIAL CROISSANT. NOUS AVONS TOUJOURS ETE PARTISANS D'OBLIGATIONS, DE SYMETRIES EN CE QUI CONCERNE L'EQUILIBRE. OR L'EXCEDENT COMMERCIAL DU JAPON, QUI A DEJA PROGRESSE FORTEMENT EN 1976, A CONNU UNE NOUVELLE PROGRESSION EN 1978. JOURNALISTE.- QUE PEUVENT FAIRE LES EUROPEENS ? LE PRESIDENT.- L'ECONOMIE JAPONAISE, COMME VOUS LE SAVEZ, EST ASSEZ CENTRALISEE. LES EUROPEENS DOIVENT RECLAMER UN ENGAGEMENT CHIFFRE DE REDUCTION DE L'EXCEDENT COMMERCIAL. IL APPARTIENT AUX AUTORITES JAPONAISES D'EN DEFINIR LES MODALITES. JOURNALISTE.- ET VOUS PENSEZ QU'A BONN ON A UNE BONNE CHANCE DE L'OBTENIR ? LE PRESIDENT.- ON VA LE DEMANDER. LA CONTRIBUTION ESSENTIELLE DES ETATS-UNIS, C'EST DONC LA REDUCTION DES IMPORTATIONS DE PETROLE, CELLE DU JAPON, LA REDUCTION DE SON EXCEDENT COMMERCIAL ET AUSSI UN ACCROISSEMENT TRES SENSIBLE DE SON AIDE PUBLIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT. DANS LES DEUX CAS, LES RELATIONS NORD-SUD SONT EN CAUSE. EN CE QUI CONCERNE LE QUATRIEME GROUPE DES PAYS INDUSTRIALISES - LES PAYS SOCIALISTES, - LEUR AIDE AU DEVELOPPEMENT EN 1977 ETAIT TOUT A FAIT INSIGNIFIANTE, MOINS DE 1 MILLIARD DE DOLLARS. IL EST NECESSAIRE QU'ILS ENTRENT DANS L'EQUILIBRE GLOBAL PAR-RAPPORT A UN FLUX CROISSANT D'AIDE AU DEVELOPPEMENT SELON DES MODALITES QU'IL LEUR APPARTIENT DE DEFINIR

-\

JOURNALISTE.- ET L'EUROPE, QUE PEUT-ELLE FAIRE ? LE PRESIDENT.- L'EUROPE PRESENTE UNE SITUATION D'EQUILIBRE DANS LA QUASI TOTALITE DE SES RELATIONS. LE LEGER DEFICIT DE SA BALANCE COMMERCIALE EST COMPENSE PAR LE LEGER EXCEDENT DE LA BALANCE DES SERVICES. C'EST ELLE QUI FAIT LES PLUS IMPORTANTS TRANSFERTS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT, CE QUI LA REMET EN POSITION DE DEFICIT. EN MEME TEMPS, ELLE BENEFICIE DE MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT ET A LONG TERME QUI LA RAMENENT AU VOISINAGE DE L'EQUILIBRE. DANS CES CONDITIONS, IL N'Y A PAS _LIEU DE DEMANDER A L'EUROPE UNE CONTRIBUTION POUR CORRIGER UN DESEQUILIBRE. CE N'EST PAS A ELLE QU'IL REVIENT DE COMPENSER LES DEFICITS COMMERCIAUX DE TEL OU TEL PAYS. LE PROBLEME POUR L'EUROPE EST AILLEURS. DES QUATRE ZONES INDUSTRIALISEES DU NORD, ELLE EST LA SEULE A AVOIR UNE INSTABILITE MONETAIRE INTERNE. ET C'EST D'AUTANT PLUS NUISIBLE QU'ELLE ACCOMPLIT UNE GRANDE PARTIE DE SON COMMERCE EXTERIEUR AVEC ELLE-MEME. TOUT LE COMMERCE DE L'AMERIQUE DU NORD REPOSE SUR UN SYSTEME MONETAIRE STABLE £ IL EN VA DE MEME DU COMMERCE DES PAYS SOCIALISTES. A L'HEURE ACTUELLE, LE TOTAL DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS DU GROUPE EUROPEEN REPRESENTE UN PEU PLUS DE 50 % `STATISTIQUE` DE LEUR PIB. LES MOUVEMENTS COMMERCIAUX SE REPARTISSANT POUR MOITIE A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR. EN CREANT UNE ZONE DE STABILITE MONETAIRE EN EUROPE, NOUS METTONS DONC A L'ABRI DES FLUCTUATIONS MONETAIRES LA MOITIE DES ECHANGES DE LA ZONE LA PLUS IMPORTANTE DU MONDE AU POINT_DE_VUE DU COMMERCE EXTERIEUR, ET NOUS CREONS UNE INCITATION SUPPLEMENTAIRE A LEUR EXPANSION. LA CREATION DE CETTE ZONE NE CORRESPOND DONC PAS SEULEMENT AU DESIR LEGITIME DE POURSUIVRE L'ORGANISATION DE L'EUROPE. ELLE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION A L'ASSAINISSEMENT DE LA CONJONCTURE

-\

JOURNALISTE.- AVEZ-VOUS UN CALENDRIER POUR LA REALISATION DE CETTE ZONE DE STABILITE MONETAIRE ? LE PRESIDENT.- JE PENSAIS QUE VOUS DEMANDERIEZ UN CALENDRIER POUR LA SUITE DE BONN. CAR, A MON AVIS, BONN AMENERA A D'AUTRES RENDEZ-VOUS. IL CONVIENDRA DE S'ASSURER QUE LES ETATS-UNIS SONT A MEME DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS EFFICACES EN CE QUI CONCERNE LA REDUCTION DE LEUR DEFICIT PETROLIER ET IL FAUDRA VERIFIER QUE LA POLITIQUE JAPONAISE ABOUTIT A UNE MODERATION REELLE DE SON EXCEDENT COMMERCIAL. IL FAUDRA DONC PREVOIR UNE REUNION DE CONSTATATION. JOURNALISTE.- VOS PARTENAIRES DE BREME `CONSEIL_EUROPEEN ` 7 JUILLET 1978 ` SONT-ILS D'ACCORD AVEC CE SCHEMA ? LE PRESIDENT.- NOUS N'EN AVONS PAS VRAIMENT PARLE EN SEANCE. NOUS AVONS CONSACRE LA PLUPART DE NOTRE TEMPS AUX PROBLEMES MONETAIRES £ DANS LES CONVERSATIONS QUE J'AI EUES INDIVIDUELLEMENT AVEC EUX, IL EST APPARU QUE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES PARTAGEAIENT NOS PREOCCUPATIONS SUR LE DEFICIT PETROLIER AMERICAIN ET SUR L'EXCEDENT PERMANENT JAPONAIS

-\

REponse.- QUANT AU CALENDRIER DES AFFAIRES MONETAIRES EUROPEENNES, NOUS ALLONS PROCEDER PAR ETAPES. A COPENHAGUE, EN AVRIL DERNIER, NOUS AVONS FIXE L'OBJECTIF D'UNE ZONE DE STABILITE MONETAIRE EN EUROPE. L'ACCORD A ETE UNANIME. UN GROUPE DE TRAVAIL COMPRENANT TROIS PERSONNES - UN BRITANNIQUE, UN ALLEMAND ET UN FRANCAIS - A ETE CONSTITUE. A LA FIN DE LEURS TRAVAUX, LORSQUE NOUS AVONS CHERCHE A ETABLIR UN DOCUMENT COMMUN, NOUS NOUS SOMMES APERCUS QUE NOUS POUVIONS L'ETABLIR ENTRE ALLEMANDS ET FRANCAIS. NOUS AVONS TRAVAILLE SUR DEUX TEXTES, LORSQUE JE SUIS ALLE A HAMBOURG VOIR LE CHANCLIER SCHMIDT, LE TEXTE ALLEMAND ETAIT PLUS COURT QUE LE NOTRE, LE TEXTE FRANCAIS COMPRENAIT AU CONTRAIRE UN DISPOSITIF TECHNIQUE £ C'EST A-PARTIR DE CE TEXTE QUE LE DOCUMENT CONJOINT A ETE ELABORE. NOUS AVONS ENSUITE FAIT UN TRAVAIL D'INFORMATION POUR CEUX DE NOS PARTENAIRES QUI N'AVAIENT PAS ETE ASSOCIES AU TRAVAIL DE PREPARATION. JE RECONNAIS QU'IL EST TOUT A FAIT LEGITIME POUR CES PAYS DE DEMANDER UN TEMPS DE REFLEXION. IL Y AURA DONC UNE REUNION DES MINISTRES DES FINANCES LE 24 JUILLET ` 1978 ` DATE ` . ELLE DEVRA DEFINIR LE SCHEMA A-PARTIR DE NOTRE DOCUMENT CONJOINT. ENSUITE RESTERA A ACHEVER UN TRAVAIL TECHNIQUE : IL APPARTIENDRA AUX INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE `CEE` - COMITE DES GOUVERNEURS DE BANQUES CENTRALES, COMITE MONETAIRE, ETC., - DE PRESENTER UN TEXTE COMPORTANT UN DISPOSITIF PRECIS AU MOIS D'OCTOBRE. NOUS NOUS PRONONCERONS, SANS DOUTE APRES DES CONVERSATIONS BILATERALES, AU CONSEIL_EUROPEEN DE DECEMBRE. JE SUIS CONVAINCU QUE CELUI-CI DOIT ADOPTER UNE SOLUTION

-\

JOURNALISTE.- QUEL GENRE DE CONTRAINTES L'ADOPTION DE CETTE SOLUTION ENTRAINERA-T-ELLE POUR LES DIFFERENTES ECONOMIES NATIONALES ET NOTAMMENT POUR L'ECONOMIE FRANCAISE ? LE PRESIDENT.- IL SUFFIT DE REVENIR UN PEU EN ARRIERE POUR LE SAVOIR, PUISQUE CETTE SOLUTION EST INSPIREE DU SYSTEME SOUS LEQUEL NOUS AVONS VECU DE 1945, EN THEORIE JUSQU'A 1971, ET EN PRATIQUE JUSQU'A 1965. IL A FONCTIONNE DANS LE MONDE A UNE EPOQUE OU IL EXISTAIT DES DIFFERENCES ASSEZ SENSIBLES DE TAUX D'INFLATION, COMME DE RYTHMES DE CROISSANCE ECONOMIQUE. A MON AVIS SANS DOUTE CE SYSTEME N'IMPOSERA PAS PLUS DE DISCIPLINES QUE NOUS N'EN AVONS CONNU A CETTE EPOQUE. CELA NOUS EN IMPOSERA PLUTOT MOINS ET EN TOUT CAS DE DIFFERENTES, PUISQUE NOUS VIVONS A L'INTERIEUR D'UN DES POLES DONT JE PARLAIS TOUT A L'HEURE ET QUI N'A GUERE DE PROBLEMES D'AJUSTEMENT INTERNES, A REALISER ENTRE SES MEMBRES. NOUS AVONS DES PROBLEMES D'AJUSTEMENT D'UNE TOUT AUTRE ECHELLE VIS-A-VIS DES PAYS DE

L'OPEP ET VIS-A-VIS DU JAPON £ NOUS N'EN AVONS PAS ENTRE L'ECONOMIE BELGE ET L'ECONOMIE FRANCAISE, ET MEME ENTRE NOTRE ECONOMIE ET L'ECONOMIE ALLEMANDE. L'UNE ET L'AUTRE FONT FACE A DES PROBLEMES D'ADAPTATION AU FOND EXTREMEMENT SEMBLABLES. CE QUI FAIT QU'IL EST TOUT A FAIT COHERENT D'AVOIR A LA FOIS UN SYSTEME DE TAUX DE CHANGE FLOTTANT A L'EGARD DES POLES EXTERIEURS DE L'EUROPE, PERMETTANT DE RECHERCHER UN EQUILIBRE NOUVEAU TOUT EN CREANT ET MAINTENANT UN SYSTEME DE TAUX DE CHANGE STABLE A L'INTERIEUR D'UNE ZONE AU-SEIN DE LAQUELLE AUCUN AJUSTEMENT MAJEUR N'EST NECESSAIRE

-\

JOURNALISTE.- EN QUOI CE SYSTEME SERA-T-IL PLUS APTE A RESISTER A L'ECLATEMENT QUE LE "SERPENT", PAR EXEMPLE ? LE PRESIDENT.- LE "SERPENT" EST UNIQUEMENT UN SYSTEME D'INTERVENTION SUR LES MARCHES, SANS INSTITUTIONS QUI SOUTIENNENT LE DISPOSITIF. IL CONSISTE A AGIR SIMULTANEMENT SUR DEUX MONNAIES, QUE LA SPECULATION, LES CIRCONSTANCES, PLACENT A SES DEUX EXTREMITES. ICI AU CONTRAIRE, C'EST D'UN SYSTEME MONETAIRE VERITABLE QU'IL S'AGIT : MEME LES PAYS QUI NE SONT PAS OBLIGES D'INTERVENIR SUR LE MARCHE CONTRIBUERONT AU SOUTIEN DE LA MONNAIE DE LEURS PARTENAIRES. DE MEME, LE FAIT QU'IL Y AIT UN IMPORTANT DISPOSITIF DE CREDITS AUTOMATIQUES FAIT QUE CHAQUE PAYS INTERVIENDRA A LA FOIS POUR SON _COMPTE ET POUR LE _COMPTE DU GROUPE. LES RESSOURCES SONT DONC MOBILISEES POUR L'ENSEMBLE DU GROUPE ET PAS SEULEMENT POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES. NATURELLEMENT, CELA SUPPOSE QUE LES ETATS PARTICIPANTS RECHERCHENT UNE CONVERGENCE DE LEURS POLITIQUES ECONOMIQUES ET QUE SUBSISTE LA POSSIBILITE D'OPERER DES CHANGEMENTS DE PARITE COMME DANS LE SYSTEME DE BRETTON-WOODS : DES CHANGEMENTS DE PARITE QUI, A CE MOMENT-LA, ONT UN CARACTERE EXCEPTIONNEL ET DISCONTINU, EN CONFORMITE AVEC LES MODIFICATIONS EN PROFONDEUR DES SITUATIONS ECONOMIQUES. JOURNALISTE.- ETES-VOUS ASSURE DU _CONCOURS DE LA MAJORITE SUR LA ZONE DE STABILITE MONETAIRE ? LE PRESIDENT.- CE PROJET DEVRA FAIRE L'OBJET D'UNE RATIFICATION AU MOMENT OU IL PRENDRA SA FORME DEFINITIVE. DANS UNE PREMIERE PERIODE, IL AURA UN CARACTERE EXPERIMENTAL. J'EN AI PARLE A MES INTERLOCUTEURS DE LA SEMAINE DERNIERE ET J'AI CONSTATE QUE LES DIRIGEANTS DE TOUS LES PARTIS POLITIQUES, A L'EXCEPTION DE M. BALLANGER `PC`, ETAIENT FAVORABLES A TOUTE INITIATIVE QUI SE TRADUIRAIT PAR UNE AMELIORATION DE LA STABILITE MONETAIRE EN EUROPE

-\

JOURNALISTE.- ET L'ATTITUDE AMERICAINE ? M. SCHMIDT A DIT QUE VOUS AVIEZ PARLE TOUS LES DEUX DE VOTRE PROJET A M. CARTER ET QU'IL AVAIT DONNE UNE APPROBATION "DE PRINCIPE". EST-CE UNE APPROBATION REELLE OU UNE APPROBATION SUPERFICIELLE ? LE PRESIDENT.- J'AI EU L'OCCASION D'EVOQUER AVEC LE PRESIDENT CARTER LES SUJETS DE LA REUNION DE BONN. SA REACTION A ETE DE ME DIRE QUE C'ETAIT DE TOUTE FACON UNE DECISION QUI CONCERNE LES EUROPEENS MAIS A-T-IL AJOUTE, "UNE PLUS GRANDE STABILITE MONETAIRE EN EUROPE EST UNE CHOSE QUE NOUS CONSIDERONS DE MANIERE FAVORABLE". C'EST LE POINT_DE_VUE POLITIQUE AMERICAIN. LES TECHNICIENS DU TRESOR ET DE LA MONNAIE EXAMINERONT NATURELLEMENT AVEC PLUS D'ATTENTION LES CONSEQUENCES SUR L'ORGANISATION MONETAIRE MONDIALE ET SUR LA SITUATION DU DOLLAR DE L'APPARITION D'UN POLE DE STABILITE MONETAIRE EN EUROPE QUI ENTRAINERA UN CERTAIN REAMENAGEMENT DE LA STRUCTURE MONETAIRE D'AUJOURD'HUI. JOURNALISTE.- A QUOI ATTRIBUEZ-VOUS LES CHANGEMENTS D'ATTITUDE DE LA RFA VIS-A-VIS DE CES PROBLEMES ? S'EST-ELLE SOUDAIN RENDU _COMPTE QU'ELLE AVAIT TOUT AVANTAGE A PRENDRE CERTAINES DISTANCES VIS-A-VIS DES ETATS-UNIS ? LE PRESIDENT.- JE CROIS QUE DEUX FACTEURS ONT JOUE. UN PREMIER EST D'ORDRE GENERAL. L'ALLEMAGNE FEDERALE

FACTEURS ONT JOUE. UN PREMIER EST D'ORDRE GENERAL. L'ALLEMAGNE FEDERALE EST CONSCIENTE DE L'INTERET QU'IL Y A POUR L'EUROPE A PRENDRE SUR UN CERTAIN NOMBRE DE SUJETS UNE ATTITUDE AUTONOME. LES ELEMENTS, PAR EXEMPLE, DE LA POLITIQUE NUCLEAIRE ONT JOUE INCONTESTABLEMENT DANS CE SENS. ENSUITE, SUR-LE-PLAN PLUS TECHNIQUE DE LA MONNAIE, L'ALLEMAGNE EST AFFECTEE DANS SA FAIBLE CROISSANCE PAR LES BRUSQUES FLUCTUATIONS DU DOLLAR. LE CHANCELIER SCHMIDT CONSIDERE QUE LA CROISSANCE ALLEMANDE SERAIT PLUS REGULIERE, PLUS ASSUREE S'IL N'Y AVAIT PAS CE FACTEUR DE COMPLICATION A COURT TERME QUE SONT LES BRUSQUES SAUTES DE LA VALEUR DU DOLLAR SUR LES MARCHES DES CHANGES

-\

JOURNALISTE.- ET LES BRITANNIQUES, VOUS LES VOYEZ PARTICIPER AVEC ENTHOUSIASME A CETTE ACTION ? LE PRESIDENT.- AVEC ENTHOUSIASME, NON. LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE A RESERVE SA DECISION. COMPTE_TENU D'UN CERTAIN NOMBRE D'ECHEANCES POLITIQUES ET DE L'HESITATION QU'IL MANIFESTE VIS-A-VIS D'UN TEL DISPOSITIF, IL EST DIFFICILE DE PREJUGER SON ATTITUDE DEFINITIVE.

JOURNALISTE.- SI LES BRITANNIQUES NE SUIVENT PAS, LEURS PARTENAIRES IRONT-ILS DE L'AVANT SANS EUX ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, JE SOUHAITE QUE LE ROYAUME-UNI PARTICIPE A CE SYSTEME. MAIS S'IL ESTIME NE PAS POUVOIR LE FAIRE, IL FAUDRA CONCEVOIR SA MISE EN_PLACE AVEC LES PAYS QUI LE SOUHAITENT, TOUT EN PREVOYANT UN DISPOSITIF INSTITUTIONNEL TRES PRECIS PERMETTANT LA PARTICIPATION ULTERIEURE DE CEUX QUI SE TIENDRAIENT A L'ECART

-\

JOURNALISTE.- CE SERAIT LE MOMENT DE VOUS DEMANDER - MAIS C'EST PEUT-ETRE UNE QUESTION DIFFICILE - CE QUE FINALEMENT A APPORTE L'ADHESION BRITANNIQUE A LA COMMUNAUTE `CEE` ? LE PRESIDENT.- IL EST DE BON SENS DE DIRE QUE SI LA COMMUNAUTE ETAIT RESTEE LIMITEE A UN TRES PETIT GROUPE ELLE AURAIT PROGRESSE PLUS VITE, ET QU'ELLE AURAIT PU METTRE EN_PLACE DES INSTITUTIONS PLUS EFFICACES. MAIS, DANS CE CAS, ELLE N'AURAIT PAS ETE L'EUROPE. IL SE SERAIT AGI SOIT D'UN ACCORD FRANCO - ALLEMAND, SOIT D'UN ACCORD ETENDU AU BENELUX. LA QUESTION DE BASE QUE NOUS DEVONS NOUS POSER EST CELLE-CI : FAUT-IL CHERCHER UN ACCORD LIMITE A QUELQUES PAYS ? FAUT-IL, AU CONTRAIRE, ORGANISER L'EUROPE DANS LES FRONTIERES DE SA CIVILISATION ET DE SON HISTOIRE ? MEME SI C'EST, EN EFFET, PLUS DIFFICILE, JE CROIS QUE C'EST LA TACHE QUE NOUS AVONS A ACCOMPLIR

-\

JOURNALISTE.- CE QUI NOUS AMENE A LA QUESTION DE L'ADHESION DE L'ESPAGNE, DU PORTUGAL ET DE LA GRECE ? VOUS CONNAISSEZ LES OBJECTIONS DE M. CHIRAC ET DES COMMUNISTES... LE PRESIDENT.- CERTAINS PARTIS POLITIQUES - LE RPR ET LE PARTI COMMUNISTE - ONT EMIS DES OBJECTIONS. LES AUTRES PARTIS ONT PRIS UNE POSITION DE PRINCIPE FAVORABLE A L'ADHESION DE L'ESPAGNE. LA SAGESSE EST DE REFLECHIR A CE QUE SERAIT LA SITUATION DE LA FRANCE S'IL APPARAISSAIT, COMME C'EST CERTAIN MAINTENANT, QUE TOUS NOS PARTENAIRES EUROPEENS ACCEPTENT L'ENTREE DE L'ESPAGNE DANS LA COMMUNAUTE `CEE`, ET QUE LA FRANCE SOIT SEULE A S'Y OPPOSER. QUEL NE SERAIT PAS LE RESENTIMENT PROFOND D'UN PAYS NON SEULEMENT BLESSE DANS L'ORIENTATION QU'IL A CHOISIE MAIS EN PLUS BLESSE PAR SON PLUS PROCHE VOISIN, PAR NOTRE PAYS, QUI A PRECISEMENT TOUT INTERET HISTORIQUEMENT A CE QUE L'ESPAGNE CONTRIBUE A UN MEILLEUR EQUILIBRE DE L'EUROPE ? UNE TELLE SITUATION SERAIT-ELLE POLITIQUEMENT DEFENDABLE ? ET SERAIT-ELLE LONGTEMPS DEFENDUE ? J'AI ETE FRAPPE DE VOIR LE PRESIDENT DE L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE FRUITS ET LEGUMES DIRE LUI-MEME QUE S'OPPOSER A L'ENTREE DE L'ESPAGNE ETAIT UNE ATTITUDE IRRREALISTE. IL EST VRAI QUE LES PROBLEMES POSES SONT TOUT A FAIT SERIEUX, EN-PARTICULIER POUR L'AGRICULTURE. ET SERONT TRAITES SOIGNEUSEMENT. MAIS SOUVENT. LE FAIT DE

POSER UN PROBLEME CREE UNE DYNAMIQUE. NOUS SAVONS QUE LE SUD-OUEST DE LA FRANCE N'EST PAS, DU POINT_DE_VUE ECONOMIQUE, DANS UN ETAT SATISFAISANT, ET JE N'ENTENDS D'AILLEURS PERSONNE LE DIRE. IL A DES PROBLEMES DE CHOMAGE TRES PREOCCUPANTS. PLUTOT QUE DE NOUS CONTENTER DE CETTE SITUATION EN PRENANT UNE ATTITUDE NEGATIVE, IL FAUT DIRE A LA FOIS QUE NOUS SAVONS QUE L'ENTREE DE L'ESPAGNE EST SOUHAITABLE DU POINT_DE_VUE GENERAL, POUR L'EUROPE ET POUR LA FRANCE, ET AUSSI QUE NOUS SAVONS QU'IL Y A UN PROBLEME ECONOMIQUE DU SUD-OUEST, ET NOTAMMENT UN PROBLEME AGRICOLE TRES IMPORTANT, ET QUE NOUS ALLONS SAISIR CETTE OCCASION POUR LE TRAITER, AVEC LES TRANSITIONS ET LES GARANTIES NECESSAIRES

-\

JOURNALISTE.- ENVISAGEZ-VOUS DE LA MEME MANIERE L'ADHESION DE LA GRECE ET DU PORTUGAL ? LE PRESIDENT.- L'ADHESION DE LA GRECE DEVRA SE FAIRE AU PREMIER SEMESTRE DE 1980. NOUS AVONS CONFIRME CETTE DATE A BREME `7 JUILLET 1978`. DU POINT_DE_VUE DES INTERETS SECTORIELS FRANCAIS, LE PROBLEME DE SON ADHESION A D'AILLEURS DES CONSEQUENCES BEAUCOUP PLUS LIMITEES.

JOURNALISTE.- MAIS CROYEZ-VOUS QUE LA COMMUNAUTE `CEE` POURRA FONCTIONNER NORMALEMENT A DOUZE ? LE PRESIDENT.- ELLE POURRA FONCTIONNER A DOUZE COMME ELLE FONCTIONNE, C'EST-A-DIRE D'UNE MANIERE QUI N'EST PAS SATISFAISANTE. LA AUSSI, C'EST UNE OCCASION, ET JE L'AI DIT AUX DIRIGEANTS ESPAGNOLS, DE POSER LE PROBLEME DE L'AMELIORATION DES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE. CES INSTITUTIONS ONT ETE FAITES POUR SIX, ELLES NE FONCTIONNENT PAS DE MANIERE SATISFAISANTE A NEUF. IL EST EVIDENT QUE L'ELARGISSEMENT DONNE L'OCCASION D'EN RECHERCHER L'AMELIORATION

-\

JOURNALISTE.- VOUS AVEZ NOTE TOUT A L'HEURE QUE LE CHOMAGE AVAIT ETE PLUS IMPORTANT QUE L'ON AVAIT PREVU ET QUE L'EUROPE AVAIT PRIS DU RETARD PAR-RAPPORT AUX ETATS-UNIS. QUE PEUT-ON ENVISAGER POUR RELANCER LA CROISSANCE ? LE PRESIDENT.- D'UNE_PART, TOUT CE DONT NOUS VENONS DE PARLER EST FAIT POUR CELA, C'EST-A-DIRE QU'UN DE NOS OBJECTIFS EST DE PERMETTRE A LA MOITIE DU COMMERCE EXTERIEUR EUROPEEN, SOIT L'EQUIVALENT DU QUART DE NOS RELATIONS ECONOMIQUES D'ENTREES ET DE SORTIES, DE SE FAIRE A DES TAUX DE CHANGE STABLES. IL EST TRES DIFFICILE D'EN CHIFFRER L'IMPACT SUR LA CROISSANCE, MAIS IL NE PEUT ETRE NEGLIGEABLE PUISQUE LES ZONES QUI N'ONT PAS SOUFFERT D'INSTABILITE INTERNE, ETATS-UNIS ET JAPON PAR EXEMPLE, ONT CONNU UNE CROISSANCE PLUS FORTE QUE CELLE DE LA COMMUNAUTE `CEE`. J'EN REVIENS A L'ANALYSE DES POLES. IL FAUT ABSOLUMENT RENONCER A VOULOIR RETABLIR PAR DES ACTIONS DE RELANCE LA SITUATION QUI EXISTAIT ANTERIEUREMENT AUX GRANDES MODIFICATIONS DE L'EQUILIBRE INTERNATIONAL. IL FAUT AGIR SUR LES COMPOSANTS DE CET EQUILIBRE POUR CREER UNE PLATE-FORME A-PARTIR DE LAQUELLE LA CROISSANCE ECONOMIQUE REDEVIENT POSSIBLE. C'EST POURQUOI LA REDUCTION DU DEFICIT PETROLIER AMERICAIN EST PLUS IMPORTANTE POUR LA CROISSANCE EUROPEENNE QUE LES DECISIONS PONCTUELLES QUE NOUS POURRIONS PRENDRE A L'HEURE ACTUELLE. L'OBJECTIF A RECHERCHER SERAIT UNE MAJORATION DES TAUX DE CROISSANCE, DANS L'ECONOMIE INDUSTRIALISEE, DE L-ORDRE DE 1 A 1,5 % `STATISTIQUE`. ELLE ENTRAINDERAIT UNE PREMIERE DIMINUTION DU NOMBRE DES DEMANDEURS D'EMPLOI, UN ACCROISSEMENT DE L'OFFRE ET UN CHANGEMENT DE DIRECTION DU PROCESSUS ECONOMIQUE, ENCORE ORIENTE VERS LA STAGNATION

-\

JOURNALISTE.- LE DEVELOPPEMENT DES RAPPORTS AVEC LE TIERS-MONDE, LA COOPERATION NORD-SUD `CCEI`, VOUS PARAISSENT-ILS UN ELEMENT FONDAMENTAL DANS LA RECHERCHE DE LA CROISSANCE ? LE PRESIDENT.- OUI, C'EST UN ELEMENT

FONDAMENTAL, PARCE QUE MEME SI L'EQUILIBRE DE LEURS PAIEMENTS S'EST AMELIORE RIEN NE DEMONTE QUE CE SOIT UN EQUILIBRE AU NIVEAU OPTIMUM. C'EST UN EQUILIBRE A UN NIVEAU BAS, UN EQUILIBRE RESULTANT DE L'AMELIORATION DES PRIX DE CERTAINES MATIERES PREMIERES, ET NON D'UN DEVELOPPEMENT SUFFISANT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE. OR, LE PROBLEME EST DE CREER UN FLUX D'ACTIVITES ECONOMIQUES ET D'INVESTISSEMENTS DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

-\

JOURNALISTE.- M. DE GUIRINGAUD S'EST REFERE DANS UN DISCOURS A UN PLAN MARSHALL POUR LE TIERS-MONDE. CETTE IDEE VOUS PARAIT-ELLE REALISABLE ? LE PRESIDENT.- LE PLAN MARSHALL CONSTITUAIT UN TRANSFERT MASSIF DE RESSOURCES £ IL COMPENSAIT UN DEFICIT VIS-A-VIS DES ETATS-UNIS ET ACCOMPAGNAIT LA RECONSTITUTION D'ECONOMIES DETRUITES. CE QUI EST NECESSAIRE AUJOURD'HUI, C'EST DE TRANSFERER DES RESSOURCES VERS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT, DE FACON A LES DOTER DE MOYENS AUTONOMES DE PRODUCTION ET DE DEVELOPPEMENT. MAIS JE PENSE QUE DE TOUTES CES REFLEXIONS JAILLIRA L'IDEE QU'IL FAUT CREER UN SYSTEME ADDITIONNEL D'AIDE AU DEVELOPPEMENT CONCU A LA FOIS EN FONCTION DES BESOINS DU DEVELOPPEMENT ET DE LA CREATION D'UNE DEMANDE ECONOMIQUE ADDITIONNELLE QUI CONTRIBUE A SORTIR DE LA SITUATION DEFLATIONNISTE ACTUELLE. JOURNALISTE.- EN Y ASSOCIANT LES PAYS SOCIALISTES ? LE PRESIDENT.- IL EST INDISPENSABLE QUE LES PAYS SOCIALISTES EN PRENNENT LEUR PART.

JOURNALISTE.- VOUS NOUS L'AVIEZ DEJA DIT IL Y A UN AN. MAIS L'IDEE NE PROGRESSE GUERE. LE PRESIDENT.- NON, ELLE NE PROGRESSE PAS. JOURNALISTE.- EST-CE DU FAIT DE NOS PARTENAIRES OCCIDENTAUX ? LE PRESIDENT.- JUSQU'A PRESENT LES PAYS SOCIALISTES S'EN TIENNENT AU RAISONNEMENT SELON LEQUEL L'AIDE NE FAIT QUE COMPENSER LES DOMMAGES DE LA COLONISATION. MAIS CES DOMMAGES SONT MAINTENANT COMPLETEMENT EFFACES POUR UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS. LA SITUATION DE L'INDE, DU PAKISTAN N'EST PAS DUE A LA SITUATION COLONIALE D'IL Y A CINQUANTE ANS, ELLE S'EXPLIQUE PAR LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE, PAR LES RESSOURCES INSUFFISANTES DE CES PAYS. OR LES ETATS SOCIALISTES DOIVENT SE CONSIDERER COMME DES PARTENAIRES A PART ENTIERE DANS L'ECONOMIE MONDIALE

-\

REPONSE.- CE QUE JE VOUDRAIS SOULIGNER, C'EST LA RELATION ENTRE "POLES" `D'ACTIVITE`. QUAND ON L'A DANS L'ESPRIT ON N'ANALYSE PAS LES PHENOMENES DE LA MEME MANIERE. ET EN-PARTICULIER ON NE CROIT PAS QUE TOUT SE REDUIT A QUELQUES ACTIONS CONCERTEES DE LA FRANCE, DE L'EUROPE ET DES ETATS-UNIS. CE QUI _COMPTE, C'EST L'ENSEMBLE DU RESEAU DES RELATIONS ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET MONETAIRES. IL EST FRAPPANT DE VOIR QU'ON Y A SI PEU TRAVAILLE. LORSQUE J'AI DEMANDE QU'ON FASSE LE SCHEMA DES FLUX ENTRE TOUS CES "POLES", SI NECESSAIRES A LA COMPREHENSION DE LA SITUATION PRESENTE, NULLE PART, ON N'A PU ME FOURNIR RAPIDEMENT LES CHIFFRES. JOURNALISTE.- COMMENT FAIRE COMPRENDRE AUX AUTRES L'IMPORTANCE DE L'INTERDEPENDANCE ECONOMIQUE MONDIALE ? LE PRESIDENT.- J'IRAI A BONN DANS L _ETAT D'ESPRIT SUIVANT : LA FRANCE EST PRETE POUR SA PART A APPORTER SA CONTRIBUTION. ELLE VOIT LE PROBLEME. ELLE S'ASSOCIERA A SA SOLUTION DANS LA MESURE OU LES AUTRES PARTENAIRES LE PERCOIVENT EUX-MEMES ET OU CHACUN D'ENTRE EUX EST DECIDE A APPORTER UNE CONTRIBUTION SIGNIFICATIVE. SINON LES SOMMETS ECONOMIQUES SONT INUTILES. ILS RISQUERAIENT MEME D'ETRE NUISIBLES S'ILS DEVAIENT DECEVOIR DES ESPERANCES

-\

JOURNALISTE.- POUR EN REVENIR A L'EUROPE, CROYEZ-VOUS QUE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DES NEUF SE CONTENTERA, UNE FOIS ELUE, DE SES POUVOIRS ACTUELS ? LE PRESIDENT.- MA PREMIERE REPONSE EST DE CONSTATER QUE, MALGRE LES DECLARATIONS ET LE COOPTIVISME, LES ELECTIONS AURONT LIEU LE 10 JUIN

LES DECLARATIONS ET LE SCEPTICISME, LES ELECTIONS AURONT _LIEU LE 10 JUIN
`1979 ` DATE ` PROCHAIN. POUR LE RESTE, NOUS N'ACCEPTERONS PAS QUE
L'ASSEMBLEE SORTE DES COMPETENCES QUE DEFINISSENT LES TRAITES. JE SUIS
CONVAINCU QUE NOUS TROUVERONS DES ATTITUDES SEMBLABLES DE LA PART DES
GOUVERNEMENTS DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES. JOURNALISTE.- SOUHAITEZ-VOUS
QUE LA MAJORITE SE PRESENTE GROUPEE AUX ELECTIONS EUROPEENNES ? LE
PRESIDENT.- IL FAUT AVOIR A L'ESPRIT QUE LE PROBLEME QUI SE POSERA SERA CELUI
DE LA REPRESENTATION DE LA FRANCE. COMME NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES ONT
DES STRUCTURES POLITIQUES TRES GROUPEES, QUI SE RETROUVERONT DANS
L'ASSEMBLEE_EUROPEENNE, IL NE FAUT PAS QUE LA FRANCE SE PRESENTE EN
MIETTES. JOURNALISTE.- UN MOT DE CONCLUSION ? LE PRESIDENT.- J'ESPERE QUE CES
EXPLICATIONS AURONT PERMIS DE PROGRESSER DANS LA CONNAISSANCE DE L'ENJEU.
L'EGOISME NE SAUVERA PERSONNE. LA VRAIE QUESTION A POSER DEVANT UNE CRISE
A DIMENSION MONDIALE EST LA SUIVANTE : QUE PUIS-JE APPORTER A LA COMMUNAUTE
INTERNATIONALE ? LA FRANCE APPORTERA SA REPONSE. ELLE ATTENDRA DE
CONNAITRE CELLE DES AUTRES

-\